

L'Islamophobie, une passion à la française.



Badia Bendjelloun

Supplément au Manifeste de l'ANC 6 rue Leibniz 75018 Paris – Octobre 2021
Cercle Manouchian 9 rue St André 13014 Marseille

La notion de l'islamophobie, reconnue comme un préjugé envers l'Islam est ancienne¹. Cette prévention a été identifiée, il faut le préciser d'emblée, chez l'occidental envers le musulman qui résiste à la conquête armée. Dans son acception actuelle, le terme réapparaît dans les années quatre-vingt du XIXème siècle.

Nous admettons ici qu'il désigne non pas une aversion ou une critique de l'Islam mais l'ensemble des faits sociaux où des personnes de confession musulmane ou simplement supposées l'être subissent des discriminations, de l'humiliation, des brimades et de la violence.



Ce mot ne pointe donc pas ici les opinions négatives, rationnelles ou les moqueries portées sur leur système de croyance mais sur les faits de persécutions des plus anodines aux plus graves dont sont victimes les musulmans.

La banalisation des violences verbales à l'encontre des musulmans se constate tous les jours, elle alimente des débats qui n'ont pas qu'une portée théorique ou médiatique. Elle génère une atmosphère de suspicion généralisée et favorise des agressions dans l'espace public comme l'arrachage de voiles aux femmes portant un foulard. Elle a concouru à sa formalisation politique faite de règlements et de lois liberticides et sécuritaires visant explicitement une fraction de la population, la plus démunie en leviers politiques et médiatiques.

Elle appartient en effet majoritairement au prolétariat et est essentiellement d'origine immigrée. Elle n'a aucun soutien des autorités des pays d'origine qui

¹ <https://www.philomag.com/articles/islamophobie-des-origines-aux-debats#https://www.philomag.com/articles/islamophobie-des-origines-aux-debats>

savent pourtant bien la courtiser et organiser tout un réseau bancaire pour encaisser une part de ses revenus.

L'islamophobie est un ingrédient politique né du besoin vital pour la nation hégémonique d'avoir un ennemi à combattre. C'est aux Usa qu'ont été élaborées les indigentes théories de la fin de l'histoire et le choc des civilisations. L'implosion de l'URSS contemporaine du triomphe idéologique des néoconservateurs sionistes seront les détonateurs d'un nouveau siècle et l'investiture de l'Islam ou du Musulman comme figure de l'ennemi à abattre.

Le lourd passé d'une monarchie absolutiste fille aînée de l'Église et un passé colonial mal cicatrisé donneront sa tonalité à l'islamophobie à la française, si singulière par son intensité hystérique.

La Grève des Mollahs

On peut dater l'origine de l'islamophobie 'nouvelle manière' à la création de la République islamique d'Iran.

Elle avait alors renversé la dynastie des Shah mise en place par les Britanniques en réponse à une tentative d'établissement d'un État communiste aux lisières de l'URSS.

Le Royaume Uni construisait une digue autour de l'Union soviétique naissante après la Première Guerre Mondiale. L'Iran faisait partie de ce dispositif d'endiguement.

Car il peut être considéré comme l'acte de naissance de l'islamophobie contemporaine en France. C'était il y a trente ans, en janvier 1983 : confronté à un vaste mouvement social dans une industrie automobile en crise, le gouvernement « socialiste », en pleine reconversion néolibérale et décidé à ne rien céder aux ouvriers, discrédita médiatiquement les grévistes, dont beaucoup étaient immigrés, en les assimilant aux mollahs iraniens. « *Des grèves saintes d'intégristes, de musulmans, de chiites !* », s'enflamma le ministre de l'intérieur.²

² Et pas que lui comme le rappelle Libération du 3/01/2017 "à l'époque, ce n'était pas le président d'un parti centriste, mais trois ministres socialistes qui avaient accusé des ouvriers grévistes de l'automobile d'être «*agités par des groupes religieux*», d'être «*des intégristes*», ou encore les enjoignirent, en tant qu'«*hôtes de la France*», à «*jouer le jeu de l'entreprise et celui de la nation*». Ces ministres s'appelaient Pierre Mauroy (il était alors le Premier d'entre eux), Gaston Defferre (Intérieur) et Jean Auroux (Travail)." NDLR

Le stratagème provoqua quelques remous à gauche. Le Nouvel Observateur dénonça cet « *anti-islamisme indistinct* » qui « *conduit à voir en chaque musulman un complice virtuel de Khomeini* ». Quant au journal Libération, il y vit le prélude d'un raz-de-marée « raciste ». Malgré ces avertissements, vite oubliés, l'entourloupe fonctionna. La presse obéissante fit ses choux gras des « intégristes » en col bleu.

Satisfaites, la droite et l'extrême droite constatèrent à cette occasion qu'il était plus efficace, pour insulter les « bougnoules », de les appeler « musulmans ».

Ces gens-là posent « problème », nous dit-on, car ils menacent la « république », la « laïcité », le « féminisme », le « vivre ensemble ».



Ainsi encodé, ce racisme raffiné, produit dans les beaux quartiers, imprimé dans les journaux, mis en scène à la télévision, propagé par courriels et sur réseaux sociaux, se dissémine dans toute la société. Laquelle, ainsi habituée à vivre dans un mélange de peur identitaire et d'angoisse sécuritaire, est sommée de traquer les voiles litigieux, de mesurer les poils de barbe et de signaler le moindre « colis suspect ».

Attentifs ensemble !

Ce filon hystérique n'aurait jamais prospéré s'il ne répondait pas à un besoin précis, celui nécessité par l'impérialisme dénommé 'géostratégie mondiale'. Il fallait interdire à tout prix l'extension de la Révolution iranienne qui menaçait d'embraser tout le monde musulman.

À cette époque Saddam Hussein, laïc, fut défendu par l'Occident contre le régime des Mollahs.

Une guerre fut entamée entre les deux pays voisins, elle allait durer huit ans et les épuiser tous les deux, désagrégeant ce qui restait de solidarité entre pays 'non alignés'. Elle allait finir par emporter l'Irak qui s'est surendetté, près de soixante milliards de dollars dont quatorze dus au seul Koweït, pour acheter des armes occidentales.

Confiant dans le soutien tacite du parrain étasunien, Saddam a envahi le Koweït, province de l'Irak détachée artificiellement par la Couronne britannique, qui surproduisait du pétrole et abaissait le prix du brut.

Profitant de ce que sa frontière avec l'Irak était délaissée pendant la guerre, le Koweït a pompé dans la nappe d'hydrocarbures étendue du côté irakien, commettant un véritable hold-up.

Empêtré dans des difficultés depuis 1991, l'agression de 2003 précipita l'Irak dans un véritable trou noir : plus d'État, plus de structures administratives, plus d'infrastructures, routes, ponts, électricité, écoles, tout est en ruine depuis l'invasion des Usa.

Il a fallu franchir la période de l'effondrement de l'URSS grâce en partie au succès du piège afghan où se sont embourbées les forces de l'armée soviétique dans une guerre ingagnable alimentée par les Usa, les Saoud, le Pakistan et la Chine pour que fleurisse le concept du nouvel ennemi, le Musulman.

Pendant un court moment, le temps que soit mis à exécution le plan de Brzezinski,³ les combattants musulmans afghans enrôlés contre l'Armée Rouge ont été encensés sous la figure du Moudjahid. L'OTAN a ensuite utilisé les 'Afghans' comme renfort contre les 'méchants Serbes' dans le dur conflit (1991-1995) qui a fait voler en éclat la Yougoslavie.

L'aide étasunienne dans la construction des unités combattantes islamistes destinées à épuiser un régime soviétique prêt à se disloquer est maintenant admise par tous.

C'est une première phase de fabrication des terroristes islamistes takfiristes qui va donner lieu à sa pleine expression une dizaine d'années plus tard, le 11 septembre 2001.

Une fois cette ancienne marche soviétique en plein cœur de l'Europe détruite, il est devenu temps de rendre le Musulman suspect sinon coupable. Un ennemi est nécessaire pour continuer l'expansion du complexe militaro-industriel étasunien qui a pour principal client le Pentagone, vivier dans lequel il recrute les gradés partis à la retraite.

³ Conseiller des présidents américains, initiateur de la doctrine « islamisme contre bolchévisme » NDLR

L'hégémonie étasunienne repose sur un certain nombre d'éléments dont trois forment un trépied fondamental. Il est fait **du dollar**, monnaie d'échange et de



réserve, de **l'armée** et ses bases militaires avec les avancées technologiques longtemps en pointe et enfin de **la propagande** diffusée par les mass médias. Les médias sont devenus en eux-mêmes une industrie. Elle va jouer à plein dans la diffusion de l'identité du nouvel ennemi sinon universel, du moins de celui de l'Occident.

En Palestine occupée.

Le Musulman deviendra dès lors « le terroriste ».

L'occupant sioniste de la Palestine avait enferré l'OLP dans les accords d'Oslo juste après la première guerre du Golfe en 1991- L'OLP s'était rangée dans le camp de l'Irak qui connaîtra une première agression commise par le bloc occidental dans une Coalition. Celle-ci n'aurait pas eu son ampleur, considérable, sans l'apport du social-démocrate français Mitterrand.

Tel Aviv avait encouragé en Palestine occupée l'essor d'un mouvement islamiste, celui des Frères Musulmans, censé n'être qu'une association caritative. Il fallait faire pièce à la Résistance laïque, regroupant toutes les obédiences, nassériens, communistes compris.

Les vols continuels de territoires au profit des colons, a fini par radicaliser politiquement le Hamas qui s'est lancé dans des attentats suicides. Le premier a lieu le 6 avril 1994 à Afoula (voiture piégée contre un bus, huit morts, 44 blessés).

C'était une réponse à l'attentat odieux perpétré par un disciple de Meir Kahane le Dr Goldstein dans la mosquée de Sidna Ibrahim à el Khalil (Hébron) le 25 février 1994, tuant 29 Palestiniens qui faisaient leur prière de l'aube, en blessant et mutilant 125 autres.

Goldstein fut enterré dans une colonie en périphérie d'Hébron, Kyriat Arba. Dans l'homélie qui fut prononcée lors de la cérémonie, il a été célébré comme plus saint que tous les martyrs de la Shoah.

Ces deux déterminations, la révolution islamique, la montée du Hamas (qui accompagne le reflux de tous les mouvements de gauche, marxiste- léniniste,

maoïste, guévariste, etc..) sont des facteurs qui ont pesé sur l'orientation d'une propagande à l'échelle mondiale contre l'Islam, « religion terroriste et discriminatoire envers les femmes ».

Le 11 septembre 2001

Un troisième temps allait venir consolider cette construction purement idéologique où vont être emprisonnés les hommes, piégés dans une réalité fabriquée par les médias, bien plus réelle que la faim qui peut les assaillir ou le travail abrutissant qu'ils accomplissent pour la tromper.

Le 11 septembre 2001, alors que la crise des dot.com⁴ battait son plein de faillites de fonds spéculatifs qui avaient misé sur le vent de l'autoroute de l'information et de ses start-up, deux avions, d'une ligne aérienne ont percuté les deux tours jumelles du World Trade Center à New York, les ont fait s'effondrer alors que, sans avoir été heurtée, une troisième tour voisine connaissait un collapsus similaire quelques heures plus tard.

Autre symbole de l'hégémonie étasunienne, le Pentagone fut touché par un autre avion, l'aile qui abritait les archives a été calcinée. L'attentat n'a jamais été revendiqué. Mais très vite, on a fait savoir que des passeports de terroristes arabes et musulmans, les présumés auteurs de l'attentat, ont été retrouvés parmi les ruines à Manhattan, sous les poutrelles d'acier en fusion et les décombres fumants.



Dès lors, la chasse fut ouverte. Les desperados des bidonvilles des pays arabes recrutés pour faire le sale boulot de la CIA en Afghanistan, embrigadés à Kandahar, ont été promus comme les représentants officiels de l'Islam parti en guerre contre la civilisation occidentale.

Al Qaïda, organisation faite de mercenaires et de militants islamistes sincères, créée par la CIA, armée par le Pakistan, financée par les Ibn Saoud, pour combattre l'Armée Rouge est devenu le prototype de l'ennemi de l'Occident.

⁴ Crise de la bulle financière née d'entreprises dont l'activité première est sur Internet NDLR

Le prétexte existait désormais pour lancer la mise en œuvre d'une guerre sans fin prétendument contre une idéologie alors qu'elle était bien réelle, sanglante et destructrice de pays et de peuples musulmans et le plus souvent arabes.

Fabrication de terroristes 2.0 après l'occupation de l'Irak

C'est dans un Irak dévasté après l'occupation et le saccage par l'armée d'occupation des Usa qu'eut lieu la deuxième fabrique de terroristes.

Les images des prisonniers de guerre irakiens dans la prison d'Abu Ghraïb répandues dans le monde entier dès avril 2004, insoutenables, sont devenues iconiques de l'agression américaine sur le peuple de Mésopotamie.

Les interrogatoires ne produisaient aucune information pertinente, il fallait 'assouplir' les hommes capturés, le plus souvent de simples citoyens sans aucun engagement politique, c'est-à-dire redoubler de cruauté, perpétrer des crimes de guerre.

La photographie de l'homme nu au sol tenu en laisse par une femme souriante, celle de l'homme cagoulé hissé sur un carton, les bras en croix noué à des fils simulant une électrocution imminente, celle encore du monceau d'hommes nus empilés les uns sur les autres, chacune est authentique, nul n'a songé à les contester.

Dès juillet 2003, Amnesty International avait alerté⁵ sur les nombreuses violations de droits de l'homme perpétrés par l'armée américaine en Irak. Détenus enfermés dans des tentes par grande chaleur sans eau et sans vêtement de rechange pour plusieurs semaines. Privation de sommeil, positions douloureuses prolongées, agressions sonores et lumineuses.

Rapidement, le nombre de prisonniers était passé de 700 à 7000 sans augmentation de l'encadrement pénitentiaire.

Dès mai 2004, des fuites⁶, émanant d'anciens responsables du Pentagone parues dans la presse ont établi l'existence d'un programme ultrasecret (*Special Access Program*), disposant de fonds illimités et non traçables, et reposant sur un nombre réduit de personnes.

La règle en matière de traitement des prisonniers, c'est l'absence de règle.

⁵ <https://www.amnesty.be/infos/actualites/article/irak-les-droits-humains-ne-sont-toujours-pas-respectes#https://www.amnesty.be/infos/actualites/article/irak-les-droits-humains-ne-sont-toujours-pas-respectes>

⁶ <https://www.newyorker.com/magazine/2004/05/24/the-gray-zone#https://www.newyorker.com/magazine/2004/05/24/the-gray-zone>

Ce programme appliqué à Abou Ghraïb avait été mis en place quelques semaines après le 11 septembre en Afghanistan. Torture et humiliation, singulièrement sexuelles, sont recommandées pour obtenir des renseignements.

La résistance vigoureuse des Irakiens occupés, de plus en plus active, semble avoir surpris l'occupant, censé pourtant avoir amené la démocratie avec ses bombardements.

Le programme a été mis en place sous l'œil vigilant de Rumsfeld qui a créé un poste inexistant avant son arrivée à la Défense, celui de sous-secrétaire à la Défense pour le Renseignement qu'il a attribué l'un de ses affidés, Stephen Cambone, néoconservateur à souhait, partisan depuis toujours de la destruction de pays 'voyous'.

D'avoir shunté les officines habituelles, trop précautionneuses à l'égard du droit alourdi de procédures bureaucratiques qui remontent les chaînes de commandement et juridiques selon lui, a permis les confidences d'anciens et de membre toujours en activité de la CIA et du NSA.

Quelques soldats réservistes ont payé de quelques années de prison leur ingénuité d'avoir posé pour un portrait près de leurs victimes. Ils étaient en bout de chaîne d'une doctrine dûment élaborée, inspirée par l'ouvrage de 1972 d'un rabbin anthropologue d'origine hongroise, Raphael Patai, qui en quelques pages décrivait la mentalité de l'Arabe, ne comprenant que la force et très susceptible aux humiliations sexuelles.



Abou Ghraïb n'était que l'un des quatre centres de détention où l'armée de l'occupation entreposait des hommes et quelquefois des femmes destinées à recevoir un traitement « d'assouplissement ». Le camp de Bucca, à la limite du désert, près de la frontière koweïtienne, a accueilli en six ans près de 100 000 prisonniers dans des conditions inhumaines.

Là, sous l'œil des geôliers étasuniens et à portée de leurs systèmes de surveillance et d'écoute, une école de djihadistes s'est créée. Parmi les enseignants et les maîtres recruteurs, on peut recenser Muhammad al Khifaoui

dit Haji Bakr, ancien colonel d'État-major de l'armée irakienne et le personnage connu sous le nom d'Abou Bakr El Baghdadi, un sunnite enseignant de théologie à Bagdad jusqu'à l'invasion de son pays.

El Baghdadi fera un séjour de quelques mois dans les prisons d'Adder et de Bucca avant d'être relâché par la puissance occupante en décembre 2004. Il rejoindra alors la branche irakienne d'al Qaïda pour devenir par la suite le dirigeant de l'éphémère proto-État Islamique d'Irak et du Levant et finalement « khalife », doté de plus de véhicules blindés que la France.

La filiation est certaine et attestée, Al Qaïda est bien la création de la CIA, en témoignent les affirmations filmées de H. R. Clinton. L'État Islamique d'Irak puis d'Irak et du Levant de même que le Front Al Nosra, organisation dont l'ancien ministre Fabius a proclamé qu'elle faisait du bon boulot, sont des rejetons nés de scissions de cette même Al Qaïda.

Les attentats commis en France et dans différents pays africains en leurs noms sont donc à mettre au crédit d'opérations occidentales.

Le contexte français, matrice d'une variété de l'islamophobie

Le contexte français a favorisé la montée du rejet de l'Islam en raison d'un ressentiment persistant contre les anciens colonisés d'Afrique du Nord, phénomène qui n'existe pas par exemple au Royaume-Uni.

Ce sont des Français anciens colons en Algérie, recyclés pour certains dans l'aide à la CIA pour fomenter des actions sous faux drapeau, qui ont discrédité la gauche et l'extrême gauche en Europe (Réseaux Gladio).

L'armée a conservé sa mentalité de conquérante des colonies. Des manuels à l'usage des officiers à Saint Cyr font encore à ce jour l'apologie de la Coloniale. Une nostalgie tenace de l'époque impériale imprègne ce grand corps et nourrit son département de communication.

Les Pieds Noirs sont organisés en lobbys qui négocient avec tous les candidats à la présidence de la République mais également aux élections locales dans le Sud de la France. Mitterrand leur a fait des promesses qui ont été tenues comme l'amnistie aux anciens condamnés de l'OAS qui furent réintégrés dans l'armée avec émoluments rétroactifs.

Cette manœuvre politicienne de la part des sociaux-démocrates arrivés au pouvoir en France a renforcé leur but inavoué, l'effacement du Parti Communiste. La montée de l'extrême droite figurée par un ancien tortionnaire des Algériens, Le Pen, en a été facilitée.

On lui a fait endosser le rôle de repoussoir, pour qu'ils apparaissent comme un rempart contre les relents nazis. Petit à petit, au fur et à mesure que des figures de l'extrême droite ouvertement xénophobes ont été complaisamment accueillies sur les médias de grande audience, une sorte de cooptation s'est faite dans l'opinion, les propos visant les Français musulmans se sont banalisés.



Georges Marchais Interrogé par le journaliste Pierre-Luc Séguillon lors de la campagne présidentielle de 1981. Photo d'archives DR

Ceci ne dispense pas l'absence sur ce terrain idéologique du principal parti de gauche, le PCF. Il n'a pas su traiter contre les énormes charges médiatiques à l'époque 'Touche pas à mon pote' antiracistes quand le PCF luttait contre l'importation d'ouvriers d'Afrique du Nord, faite pour concurrencer la classe ouvrière autochtone.

Le PCF subissait par ailleurs l'offensive de la nouvelle droite représentée par la génération de « philosophes pour télévision », Lévy et Glucksman, qui ont aidé à la désaffection du communisme réduit à une antichambre pour le goulag. Les charges contre les théories révolutionnaires du marxisme, abondantes, multiformes, sont d'abord issues d'un travail de propagande systématique du Congrès pour la liberté de la culture⁷ fondé en 1950 à Paris par la CIA. Elles se sont amplifiées après les interventions successives de l'URSS en Hongrie puis en Tchécoslovaquie.

Le PCF ne s'est jamais affranchi de la tutelle du parrain soviétique, il s'est laissé déporter particulièrement depuis Khrouchtchev dans un réformisme timoré, abandonnant la nécessité d'une révolution prolétarienne qui abolirait exploitation et discrimination.

Les mises en gardes par Georges Marchais au début des années quatre-vingt contre l'importation d'ouvriers étrangers en période de chômage structurel massif pour concurrencer la classe ouvrière locale ont été interprétées ultérieurement comme racistes.

7

https://fr.wikipedia.org/wiki/Congr%C3%A8s_pour_la_libert%C3%A9_de_la_culture#https://fr.wikipedia.org/wiki/Congr%C3%A8s_pour_la_libert%C3%A9_de_la_culture

Pourtant, il décrivait bien là un processus objectif mis en place par le patronat français. La position des communistes n'était d'ailleurs pas de discriminer les travailleurs immigrés déjà présents sur le territoire, encore moins de les renvoyer chez eux. Ils avaient conscience que grossir la masse des demandeurs d'emploi a pour conséquence immédiate une pression sur les salaires, les conditions de travail et les droits sociaux.

Admettre la réalité d'une stratégie que la bourgeoisie a de tout temps mis en œuvre n'est en aucun cas la validation d'une quelconque hiérarchie de 'races' ou de 'civilisations' humaines.

La particularité de l'antichlérisme français

L'antichlérisme français est profondément enraciné dans une société restée majoritairement paysanne plus longtemps que celle du Royaume Uni. L'Église, gros propriétaire agraire et foncier de l'Ancien Régime, s'était considérablement enrichie grâce à la rente féodale par les taxes, les redevances et le travail servile. Cette institution a alimenté la haine des citoyens, des fidèles par obligation. Elle assurait l'essentiel de l'instruction publique et la tenue de l'État-civil en enregistrant naissances et mariages.

Son rôle d'éducateur et d'administrateur civil lui conférait une fonction d'embrigadement idéologique et de surveillance étroite de la population. Le curé contrôlait tous les aspects privés et publics de la vie villageoise.

C'est au prix d'une déchristianisation du peuple français que la Révolution contre la monarchie absolutiste a pu avoir lieu. L'inconscient collectif a tendance depuis à confondre religion et clergé et toute une partie du peuple français, athée convaincue, rejette toute expression religieuse comme du prosélytisme en faveur d'une idéologie et de dogmes oppressifs.

Or la religion musulmane est dépourvue d'un appareil clérical et interpréter le rôle de l'Imam, simple 'conducteur' de la prière en commun, comme un prêtre appartenant à un appareil ecclésiastique est un véritable contresens.

Le corps des savants musulmans a joué des rôles divers selon les pays et les époques. En général, il oriente ses interprétations des questions religieuses qui lui sont adressées selon les vues du pouvoir temporel en place.

Ce n'est qu'en Iran que s'est formé tardivement un clergé qui a fini par prendre le pouvoir en renversant avec l'aide du Parti communiste iranien (le Toudeh) et des Fedayins du Peuple le régime des Pahlawis, création des Britanniques.

Une autre particularité historique individualise la France parmi les États européens chrétiens. Si les guerres de religion ont marqué durant plus de deux siècles cette sphère culturelle occidentale, c'est bien en France que l'intolérance religieuse s'est exprimée avec le plus de vigueur et de cruauté.

L'Édit de Nantes signé en 1598 après huit guerres est un édit de tolérance qui accorde en théorie aux protestants la liberté de conscience et l'égalité civique. Il instaure un État catholique où le protestantisme reste défavorisé.

Il sera révoqué en 1685 par Louis XIV par un édit qui oblige les huguenots à se convertir ou s'exiler. Il faudra attendre la Déclaration des Droits de l'Homme de 1789 pour que cesse la discrimination civique à l'encontre des protestants.

Construction de la laïcité en France

- 1789 : Révolution Française – Déclaration des droits de l'homme et du citoyen
Article 10 :
« *Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la Loi* »
- 1801 : Concordat
- 1881-1882 : École publique gratuite et laïque



G. Trolliet – V. Zuber
« Droits de l'homme et Laïcité »

Congrès SIETAR
Lille – 28 Octobre 2010

6

Ce long conflit est une remise en cause du pouvoir monarchique par des partis nobiliaires où sont directement intervenues l'Espagne et l'Angleterre et au cours desquelles les deux parties ont eu recours à des mercenaires

européens. Sans véritable contenu théologique, il recouvrait des enjeux économiques et politiques.

Il a imprimé à l'entité française cette tendance à l'uniformisation qui sera retrouvé plus tard dans le jacobinisme, opposé aux particularismes quels qu'ils soient, qui apprécie toute expression particulière à une tentative de division.

Ainsi, les traces du traumatisme des guerres de religion, les séquelles d'un anticléricalisme activé par la dénonciation publique des crimes sexuels de certains membres de l'Église, le passé colonial de la France et l'effondrement du communisme qui aurait pu contrer l'émergence d'une idéologie discriminante sont à la racine de la variante française de l'islamophobie globalisée, comme l'est l'économie capitaliste.

Les transformations du capitalisme, ingrédient nécessaire.

L'instauration du « néo-libéralisme » à la fin des années soixante-dix avec Thatcher et Reagan, poursuivie scrupuleusement par Blair et Clinton, répondait

à une nouvelle configuration du capitalisme où de façon outrageusement évidente, les multinationales ont atteint des tailles telles qu'elles disposent de ressources budgétaires supérieures à bien des États.

L'expansion sans précédent des activités bancaires, privatisées et de plus en plus concentrées, a accompagné cette mutation. Les banques sont 'déspecialisées', elles assurent à la fois le rôle d'organismes de dépôt de l'épargne, de distributeur du crédit et celui de banque d'investissement (et de spéculation).

Le deuxième trait du néo-libéralisme consiste en l'importation d'une main d'œuvre non qualifiée émigrée, analphabète et peu susceptible de se syndiquer.

Les grèves de 1983 en France sont venues justement contredire cette anticipation par le patronat. Ce même phénomène a lieu aux Usa, l'arrivée incessante des Mexicains constitue une armée de réserve de travailleurs 'illégaux', 'sans documents'.

Un peu plus tard, pas moins de 4 millions de Polonais (suivis ensuite par des Roumains, des Ukrainiens et des Baltes) ont quitté leur pays, hémorragie qui a notablement modifié la démographie et le mode de vie, pour rejoindre le Royaume-Uni.

Ces migrations humaines, véritable transfert de populations, n'ont pu avoir lieu qu'en raison de la dévastation économique des pays du 'Sud' et de l'Est' en particulier par le système de la Dette, souvent odieuse, la prédation de leurs richesses et la destruction de leur tissu agricole et industriel.

L'appareil de production allait connaître une fragmentation de la production. L'élimination des taxes douanières, la facilitation de la communication en temps réel par les nouvelles technologies et l'adaptation du transport maritime a permis de morceler en plusieurs segments répartis sur de nombreux pays ce qui se construisait et s'assemblait autrefois sur une même chaîne en un lieu unique.

Délocaliser et sous-traiter sont devenus les maîtres-mots du nouveau code managérial.

La multiplication des sous-traitants eux-mêmes employant des CDD, des intérimaires et l'éclatement de la production en des sites éloignés les uns des autres a donné l'illusion que la classe ouvrière avait disparu.

En France, on recensait huit millions d'ouvriers en 1970, il y en a aujourd'hui 6,7 millions. La classe ouvrière est toujours présente mais l'extrême division du travail et sa dissémination territoriale ont affaibli sa 'puissance d'agir'.

On se syndicalise moins dans de petites unités et il est plus dangereux d'y militer car le chômage structurel imposé est un frein à s'exposer au danger de se faire licencier en des temps où la répression et la criminalisation de l'action revendicative s'est banalisée.

Les multinationales pratiquent alors sans vergogne, vis-à-vis des Élus impotents car ils ont entériné le principe du libre-échange le chantage à l'emploi tellement est aisée la fermeture d'un site et sa transplantation du jour au lendemain là où l'activité est défiscalisée et les contraintes salariales et environnementales plus favorables.

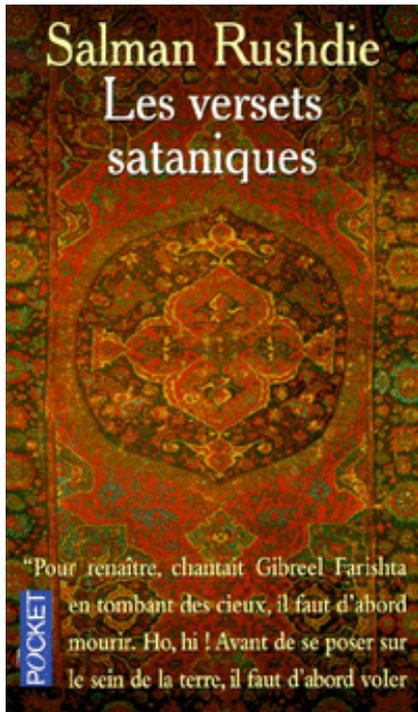
L'industrie des médias a imposé son discours et son idéologie comme l'instance éducative primordiale. Elle instruit du plus petit au plus grand. Hollywood et ses succédanés sous forme de feuilletons télévisuels ont déployé leur force de frappe persuasive sur toute la planète.

Tout le monde ou presque, du moins en Occident connaît l'univers impitoyable de Dallas, tout le monde saura que le Musulman est un terroriste, qu'il opprime la femme traitée comme inférieure, qu'il ne connaît que la violence et qu'il est réfractaire aux 'valeurs' de la démocratie et de liberté.

Péripéties, feuilleton à la française.

1989 a été marqué en France par la commémoration bruyante du bicentenaire de la Révolution française organisée sous le gouvernement social-démocrate de François Mitterrand, l'homme à la francisque et adversaire acharné de l'indépendance de l'Algérie en 1954, responsable en tant que ministre de l'exécution de nombre de patriotes résistants.

Ce fut aussi l'année au cours de laquelle Khomeini a émis une fatwa, c'est-à-dire un avis émanant de plusieurs théologiens, qui condamne l'écrivain britannique Salman Rushdie, né dans une famille musulmane indienne, pour blasphème et apostasie.



La publication de son roman touffu entremêlant trame onirique et narration réaliste avait choqué d'abord les musulmans indo-pakistanaïes au Royaume Uni qui ont manifesté et brûlé des milliers d'exemplaires de son livre.

Le Prophète de l'islam y demandait à l'ange Gabriel son intercession pour que figurassent auprès d'Allah trois divinités féminines appartenant au Panthéon de la Mecque.

Un épisode du roman attribuait à des prostituées dans une maison close les prénoms des femmes du Prophète.

L'Iran pensait ses plaies d'une guerre de huit ans que lui a infligée l'Occident par l'intermédiaire de Saddam Hussein et se voulait être le champion de la cause des musulmans.

L'affaire Rushdie avait pris une dimension planétaire, mettant en scène un Occident laïc et libéral-à défaut d'être libérateur- et un Orient obscurantiste, intolérant et refusant toute critique de sa religion, fusse-t-elle sous la forme d'une dérision.

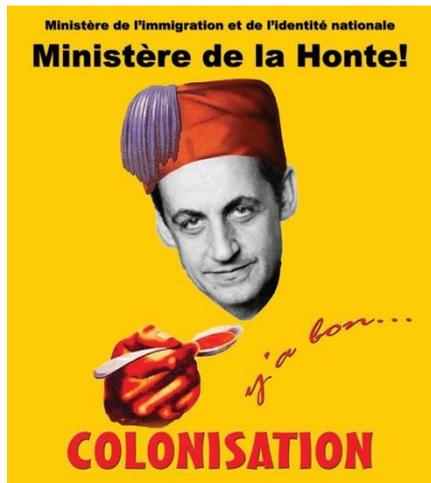
Dans le même temps, à Peshawar, au Pakistan, un foyer de théologie qui faisait essaimer une interprétation littéraliste, rigoriste et inédite du Coran, créé par le couple des Ibn Saoud et de la CIA, était encouragé.

Quelques mois plus tard, à la rentrée scolaire d'octobre 1989, éclate l'affaire du foulard. Le principal d'un collège de Creil, appartenant politiquement à l'opposition de droite et porté par des ambitions électoralistes, refuse l'entrée de l'établissement à trois jeunes élèves portant un fichu sur la tête. Plus de trente ans après, la France est encore engluée dans un débat sans fin les 'valeurs républicaines' de la laïcité.



Elle n'a cessé de légiférer sur le port de signes 'ostensibles de la religion', incompatibles selon elle avec la nécessaire uniformité du comportement vestimentaire de ses citoyennes.

L'hystérie médiatique qui a conditionné et perpétué l'affaire serait incompréhensible si l'on ignore l'influence des commanditaires de l'Otan sur cette question. Ils attendent d'une part le rejet de l'Islam qui serait une menace civilisationnelle contre l'Occident et parallèlement invitent à l'ambassade des Usa des figures susceptibles de représenter les ostracisées tout en finançant par l'entremise de la fondation de Georges Soros quelques officines indigénistes.



À l'affaire des fichus a succédé la crispation autour du sort d'à peine quelques milliers de femmes portant le niqab ou voile intégral sur une population de plus de 65 millions. Certes exploitée depuis des forces externes, elle met en jeu tous les ressorts historiques profonds énumérés jusqu'ici avec un enjeu de plus.

La création d'un ministère de l'Identité nationale après les élections présidentielles de 2006 (financées de façon frauduleuse par l'équipe gagnante) répond au trouble profond dû à la disparition de la souveraineté de la France sous les instances qui décident de son budget et de la politique étrangère de l'Union européenne- autre nom du patronat allemand.

Le Non du peuple français au traité constitutionnel de l'UE a été foulé aux pieds pendant que s'engageaient des mois durant de faux débats sur une identité mise en lambeaux par une mondialisation arasant toute singularité.

Au cours de cette bataille idéologique, les micro-luttes des 'indigénistes' se sont déployées et ont trouvé des relais conséquents dans les médias. Leur exposition médiatique était et reste toujours inversement proportionnelle à leur force militante.

Elles dénonçaient un effet secondaire et presque fortuit du capitalisme mondialisé, un certain racisme lié aux migrations des populations sous la pression des guerres impérialistes, des restructurations imposées par le FMI et déjà des désertifications de territoires entiers.

Mettre en avant exclusivement la lutte contre le racisme, vécu sous la forme d'exclusion du marché de l'emploi et de contrôles au faciès, c'est aussi escamoter son fondement économique réel, la mainmise des multinationales logées en France sur toute l'Afrique francophone.

Construire un TGV inutile au Maroc entre Tanger et Casablanca, c'est exproprier des milliers de familles et les arracher de leur occupation de paysans produisant de l'agriculture vivrière pour les jeter dans des bidonvilles à partir desquels ils seront candidats à l'émigration. Tout en endettant le pays qui l'est déjà fortement.

Les 'indigénistes' malgré un niveau de vie plus faible que la moyenne nationale tirent néanmoins profit de l'exploitation des pays périphériques satellites par le Centre. Ils paient peu cher l'électricité fournie par les centrales nucléaires françaises alimentées par un uranium extrait dans des conditions épouvantables par des enfants au Niger. Objectivement, ils ne peuvent centrer leurs analyses sur les mécanismes réels qui ont conduit à la construction idéologique d'un faux ennemi de l'intérieur.

Jamais l'immigré musulman ostracisé comme le 'noir racisé' ne constituera une classe réellement dangereuse pour la domination capitaliste. Il sera utilisé par l'activation médiatique d'affects antireligieux et surtout islamophobes pour cimenter une opinion mobilisée contre lui. De façon temporaire car bientôt le capitalisme débridé génère de telles inégalités et de telles détresses sociales que le camouflage des ravages économiques derrière un Islam convoqué comme perturbateur essentiel ne résistera pas à la réalité.

La destruction de la Libye puis de la Syrie par l'OTAN

Le plus américain des Présidents français a, sans discuter, répondu à l'appel de l'OTAN, organisation à laquelle s'était récemment soumise la France par son intégration à son commandement militaire, en détruisant la Libye et en assassinant son chef d'État en 2011.

Des bandes de mercenaires 'islamistes' d'abord amenées là par le Qatar et l'Arabie des Séoud ont bourgeonné dans toute l'Afrique limitrophe et au-delà. Un réseau complexe de surgeons de l'armée islamique du salut algérienne et d'Al Qaïda, alimentés en armes depuis de nombreuses sources occidentales, s'est tissé en Afrique subsaharienne.

L'instabilité générée par l'intervention française et britannique a fini par induire une intervention militaire française au Mali en 2013 qui dure encore à cette date des derniers mois de 2021.

La raison réelle de ces opérations, outre de dissoudre toute velléité d'indépendance monétaire/stratégique de l'Afrique, est une lutte contre la présence d'autres acteurs sur le continent, Chine, Turquie et Russie. De surcroît, les intentions de Washington, assez perceptibles, sont de chasser la France de son pré carré traditionnel toléré pendant la guerre froide.

Dans la foulée de la mise au pas des révolutions du printemps arabe, la France collabore avec le Pentagone pour favoriser la dislocation de la République arabe syrienne sous les coups de boutoir de milices rebelles et de mercenaires avec la complicité d'une Turquie appâtée par une nouvelle annexion d'un morceau du territoire syrien.

Le chef de l'exécutif dont s'est ensuite dotée la France ne s'est pas montré moins atlantiste que son prédécesseur, n'a-t-il pas refusé de livrer des frégates commandées et payées par la fédération de Russie sur ordre de Washington ?

La destruction par les nations impérialistes occidentales de la Libye suivie de celle de la Syrie aura sur eux en retour des effets boomerang. Ils n'auront pas facilité le recrutement de certains de leurs ressortissants musulmans, la plupart récemment convertis, pour aller combattre l'armée régulière syrienne au nom d'un certain Djihad sans en ressentir les conséquences.

C'est tout le sens des attentats perpétrés en France en 2015.

La tuerie des frères Kouachi en janvier 2015 au siège du journal Charlie Hebdo autrefois impertinent envers les puissants mais rangé depuis longtemps du côté des forces impérialistes appartient à une séquence particulière. L'œuvre des néoconservateurs sionistes étasuniens y est très apparente.

C'est Daniel Pipes qui avait instruit Flemming Rose, rédacteur des pages culturelles du journal conservateur Jyllands-Posten afin qu'il y fasse représenter le prophète de l'Islam avec une bombe sur la tête.

En l'espèce, un tel dessin n'est pas une critique d'une religion ou d'une idéologie mais une accusation des Musulmans caractérisés par métonymie⁸ comme des terroristes.

⁸ Métonymie : emploi d'un terme par un autre afin de l'associer par sa ressemblance ou son association. Ici pour créer un trait d'égalité entre musulman et terroriste. NDLR



Les néoconservateurs ont ainsi déclenché en 2005 l'effet escompté, une inflammation des masses musulmanes offensées par cette provocation d'une ampleur internationale. L'ordre de reproduire les images popularisant la représentation des Musulmans en tant que terroristes par essence religieuse fut exécutée par Charlie Hebdo faisant se réaliser selon une dialectique diabolique la théorie des néoconservateurs sionistes.

Des attentats qui ont frappé de nouveau la France en novembre de la même année. Ils émanent des groupes 'contre-insurrectionnels' en Syrie créés par les nations satellites des Usa où figure en bonne place la France, nourris d'une idéologie absurde et rétrograde se réclamant néanmoins de l'Islam.

L'usurpation de la qualification islamique a un double intérêt localement. Requérir l'assentiment de populations lésées par les réformes même si elles étaient encore timides en vue d'un libre-échange et ternir à jamais l'option d'un courant politique musulman. Au niveau international, elle autorise plus que jamais l'identification entre Islam et Terrorisme, dix ans après la grande offensive du Pentagone contre la guerre perpétuelle, sans fin contre le Terrorisme qui n'a plus rien d'abstrait puisqu'il est incarné dans le Musulman.

Le nouvel investissement militaire de l'Afrique par les Usa se fait au nom de la lutte contre le terrorisme islamique. La plus grande base⁹ de drones jamais construite par les Usa se situe à Agadez, au Niger, elle est désormais pleinement opérationnelle.

Le terrorisme islamique et l'islamophobie qui en est la version adaptée à l'usage des médias occidentaux continue vingt ans après le 11 septembre 2001 à nourrir le complexe militaro-industriel aux Usa particulièrement et à servir de faux-nez à la concurrence musclée avec les économies émergentes.

⁹ <https://afrique.le360.ma/mali-autres-pays/societe/2019/11/06/28482-terrorisme-la-base-americaine-des-drones-dagadez-au-niger-est-operationnelle-28482#https://afrique.le360.ma/mali-autres-pays/societe/2019/11/06/28482-terrorisme-la-base-americaine>

Tenant cette partie de l'Afrique dans un étau entre leur base à Djibouti et celle d'Agadès, les Usa risquent de s'appuyer sur les généraux algériens ébranlés par un Hirak toujours renaissant pour mettre hors-jeu la France. Serval et Barkhane auront enlisé l'ancienne colonie dans une guerre ingagnable contre des 'terroristes islamistes' trafiquants en tout genre pour le plus grand bien d'une autre puissance.



La réactivité en miroir d'une infime minorité de musulmans aux offenses délibérées ou induites faites à leur religion est devenu le moteur perpétuel d'une islamophobie de l'État français, démunie depuis longtemps de toute possibilité d'agir, réduit au rôle subalterne de simple commis des Commissions de l'Union européenne.

Le seul champ qu'il est encore en capacité d'investir est celui du sociétal, défendre les minorités sexuelles et diaboliser, ostraciser une fraction de la population qui se revendique d'une foi monothéiste dont la pratique est réfractaire à un encadrement clérical, difficile à dompter par une autorité profane.

Les programmes électoraux à venir ne vont retentir que de sa prétendue volonté de séparatisme et des mesures intrusives plus ou moins adéquates pour lui ôter ce qui la marque dans l'espace public. L'exécutif s'occupe même de dicter aux associations confessionnelles le contenu de l'enseignement religieux, rejetant par là le principe d'étanchéité entre l'État et 'l'Église' qui a gouverné la loi de 1905.

L'exécutif tient à occulter l'impéritie criminelle dont il a fait preuve tout au long de l'épidémie de la COVID-19 qu'il a transformée en crise sanitaire à rallonge. Il souhaite que les imams enseignent les bienfaits de l'homosexualité pour ne pas à avoir à rendre compte des privatisations des retraites et de nombre de services publics, de la réforme de l'assurance chômage, de la casse du Droit du Travail.



La construction de la figure d'un Ennemi Intérieur, terroriste, séparatiste ne tient pas. Cet ennemi imaginaire n'est en rien responsable de l'existence de dix millions de pauvres en France. Les Gilets Jaunes se sont révoltés contre un système oppressif, autoritaire et fondamentalement anti-démocratique au service du Grand Capital.

La fabrication du Terrorisme islamique à des fins impérialistes de l'Occident est davantage prégnante, son dispositif complexe fait appel à des instruments très sophistiqués de propagande à l'échelle planétaire. Mais nul doute que c'est l'archétype de l'Ennemi Extérieur insaisissable et toujours prêt à frapper de manière aveugle qui alimente la diabolisation d'un simulacre d'Ennemi Intérieur.

Les peuples n'ont qu'un seul ennemi véritable, le système capitaliste qui broie leurs identités, les appauvrit et les recrute comme belligérants dans des guerres idéologiques ou réelles où ils seront toujours les perdants.

CONCLUSION

L'Islamophobie dans sa version récente postcoloniale date d'une quarantaine d'années. Sa genèse répondait surtout à des impératifs dictés par les intérêts géostratégiques étasuniens et israéliens.

Les Usa ont créé al Qaïda pour contrer l'URSS puis ont soutenu ses rejets en Irak, en Libye et en Syrie pour détruire des pays relativement avancés parmi les nations émergeant du sous-développement tout en orchestrant une croisade idéologique contre l'Islam.

Le Center for American Progress (CAP), institut non partisan, avait fait en 2011 une enquête¹⁰ qui a permis de cartographier un réseau d'organisations 'à but non lucratif', d'universitaires et d'experts qui ont mobilisé des fonds importants pour disséminer dans l'opinion américaine d'abord puis dans le monde un dénigrement systématique de l'islam et les musulmans.

¹⁰ <https://islamophobicnetwork.com/#https://islamophobicnetwork.com/>

En plus d'être des terroristes, les Musulmans se seraient lancés à la conquête de l'Occident pour y faire régner leurs lois coraniques, rétrogrades, inégalitaires et fondamentalement misogynes.

L'ensemble est structuré autour de huit donateurs qui ont contribué pour 52 millions de dollars en dix ans et de six experts seulement (tous des néo-conservateurs sionistes). Par un système de réseau mobilisant habilement médias, décideurs politiques et professionnels de l'enseignement, allant jusqu'à la rédaction de manuels de formation pour les écoles militaires, ils ont réussi à générer une atmosphère islamophobe planétaire.

Pour peu qu'un malade mental agite un couteau dans une galerie marchande- le nombre des psychotiques en circulation va croissant- une nouvelle vague fustigeant les musulmans- tous extrémistes- se déverse dans toute la presse.



L'islam est un ensemble de croyances organisé autour d'Écritures sacrées, le Coran, et de traditions prophétiques. La diffusion de cette religion a donné naissance à une aire culturelle à partir de laquelle elle n'a cessé d'être interprétée selon les époques, le plus souvent d'une manière qui a bénéficié aux systèmes politiques contemporains. En dehors des grandes écoles juridiques, des sectes ont vu le jour, contestatrices du pouvoir.

La société secrète des Hashishines a sévi en Syrie, entre le XIème et XIIIème siècle, combattant les Turcs Seldjoukides et les Croisés. L'organisation fonctionnait comme une entreprise qui opérait des assassinats ciblés à l'aide de poignard, redoutable et insaisissable. Une dérive fanatique de l'Islam est donc bien attestée historiquement, Al Qaïda et de Daesh en sont une sorte de réminiscence.

L'analogie peut être poussée davantage. Le gourou de la secte ismaélienne aurait obtenu de ses disciples une obéissance absolue et les aurait endoctrinés en utilisant du hashish. Les deux tonnes de Captagon (drogue de synthèse à type d'amphétamine) saisies dans un avion privé saoudien à Beyrouth en 2015 étaient en partie destinées aux miliciens de Daesh.

La nouvelle orientation de la politique étrangère étasunienne privilégie depuis quelques années l'endiguement de la Chine et de la Russie considérées comme une menace majeure, laissant loin derrière elles, celle du terrorisme islamique. Cette inflexion est perceptible car l'islam disparaît comme thème majeur dans les médias internationaux. Au contraire, il est demandé de la compassion envers les Ouïghours, musulmans turcophones de la province chinoise du Xinjiang, « martyrs » du Parti communiste chinois.



En France, 676 incidents islamophobes ont été recensés par le Collectif contre l'islamophobie en France en 2018 (CCIF dissous par le gouvernement de Macron en octobre 2020) soit une augmentation de 52% par rapport à 2017. 13 % n'étaient que des discours de haine mais 84% représentaient des

discriminations et 20 étaient des agressions physiques.

Nous ne sommes donc pas face à un « racisme fantasmé » d'autant qu'au fil du temps des mesures institutionnelles qui limitent les pratiques culturelles musulmanes ont été prises.

Les attaques terroristes qui ont eu lieu en France ces dernières années ont fait adopter une politique antiterroriste ambiguë, source d'une criminalisation accrue de la communauté musulmane.

Après les terribles attentats de novembre 2015 qui avaient fait 134 victimes, 3289 perquisitions, dont la moitié de nuit, ont été effectuées au détour de l'instauration d'un état d'urgence et plus de 400 assignations à résidence.

Tout ce bruit médiatique n'a abouti à établir que quatre procédures judiciaires seulement pour terrorisme dont une seule a donné lieu à une mise en examen. La performance est ridicule mais l'efficacité est ailleurs.

Elle stigmatise les musulmans et étend le pouvoir de surveillance de l'État qui collectera toute donnée susceptible de prévenir le terrorisme.

Ce durcissement sécuritaire est arrivé à point pour opérer les bouleversements du Code de Travail¹¹ exigés depuis des décennies par le patronat qui ont

¹¹ <https://www.leparisien.fr/economie/emploi/reforme-du-travail-les-nouvelles-regles-du-jeu-dans-l-entreprise-05-10-2019-8166570.php#https://www.leparisien.fr/economie/emploi/reforme-du-travail-les-nouvelles-regles-du-jeu-dans-l-entreprise-05-10-2019>

débuté sous le quinquennat de Hollande et qui se sont poursuivis sous celui de Macron. La technique des gazages intempestifs de manifestations des travailleurs a été expérimentée et mise au point le 1er mai 2016. Le début du quinquennat de Macron a été marqué par l'abandon relatif du thème de l'islamisme.

Les attentats terroristes ont produit un effet d'aubaine, l'état d'urgence est presque devenu la norme et toute activité militante a été criminalisée.

La situation de quasi-pleins pouvoirs donnés au ministère de la police s'est révélée lors de la répression du mouvement des Gilets Jaunes.

La contre-réforme de la retraite puissamment contestée par tous les corps de métiers, les syndicats des avocats n'ont pas été de reste, fut suivie de près par une épidémie que l'exécutif n'a pas su ni pu gérer correctement. Des décennies de destruction du service public aussi bien dans le secteur hospitalier que dans la recherche fondamentale a mis au jour les effets de l'austérité budgétaire sur le service public programmé pour disparaître au profit du privé.

S'attendant à une colère populaire à la mesure de l'impéritie dont a fait preuve un gouvernement d'incompétents notoires et (donc) de criminels, sur les conseils d'un cabinet de stratégie étasunien sans doute, à l'automne 2020, le cap fut de nouveau pris pour attaquer les citoyens français musulmans.



Vivant le plus souvent relégués dans des banlieues pauvres, ils ont été accusés de séparatisme. Tambour battant, de nouvelles couches réglementaires et législatives coercitives furent adoptées à leur encontre. Ceux qui osèrent élever la voix pour dénoncer la scélératesse de

Macron furent à leur tour accusés d'un crime nouveau, l'islamo-gauchisme.

Dans la suite de lois contre le séparatisme, celle « confortant le respect des principes de la République » limite les libertés publiques et menace l'existence des associations. Même la Ligue des Droits de l'Homme, vieille dame momifiée muette sur beaucoup de sujets, s'en est émue ¹²! Elle jette une suspicion

¹² <https://www.ldh-france.org/projet-de-loi-confortant-le-respect-des-principes-de-la-republique-le-8-avril-refusons-la-limitation-des-libertes-publiques-et-les-menaces-qui-pesent-sur-les-associations-et-les-sy/#https://www.ldh-france.org/projet-de->

généralisée sur les personnes de confession musulmane et met en péril la « liberté d'expression ».

Comme ce fut le cas avec les « Patriot Act » aux Usa en 2001, les lois islamophobes adoptées par la France atteignent d'abord les musulmans mais elles sont un véritable cheval de Troie pour instaurer un régime autoritaire. Il s'agit en terrorisant les plus vulnérables de poursuivre la casse de tous les acquis sociaux.

Les programmes électoraux à venir ne vont retentir que de la prétendue volonté de séparatisme et des mesures intrusives plus ou moins adéquates pour lui ôter ce qui marque cette communauté dans l'espace public.

L'exécutif s'occupe même de dicter aux associations confessionnelles le contenu de l'enseignement religieux, rejetant par là le principe d'étanchéité entre l'État et 'l'Église' qui a gouverné la loi de 1905.

L'exécutif tient à occulter l'impéritie criminelle dont il a fait preuve tout au long de l'épidémie de la COVID-19 qu'il a transformée en crise sanitaire à rallonge. Il souhaite que les imams enseignent les bienfaits de l'homosexualité pour ne pas à avoir à rendre compte des privatisations des retraites et de nombre de services publics, de la réforme de l'assurance chômage, de la casse du Droit du Travail.

La construction de la figure d'un Ennemi Intérieur, terroriste, séparatiste ne tient pas. **Cet ennemi imaginaire n'est en rien responsable de l'existence de dix millions de pauvres en France.**

Les Gilets Jaunes se sont révoltés contre un système oppressif, autoritaire et fondamentalement anti-démocratique au service du Grand Capital.

La fabrication du Terrorisme islamique à des fins impérialistes de l'Occident est prégnante, son dispositif complexe a fait appel à des instruments très sophistiqués de propagande à l'échelle planétaire.

Mais nul doute que c'est l'archétype de l'Ennemi Extérieur insaisissable et toujours prêt à frapper de manière aveugle qui alimente la diabolisation d'un simulacre d'Ennemi Intérieur.

Les peuples n'ont qu'un seul ennemi véritable, le système capitaliste qui broie leurs identités, les appauvrit et les recrute comme belligérants dans des guerres idéologiques ou réelles où ils seront toujours les perdants.

Il nous incombe de dénoncer les pratiques discriminatoires à l'égard des musulmans, victimes réelles, d'un État qui ne cache plus sa nature, celui d'être l'instrument de la classe au pouvoir, celle des capitalistes transnationaux qui n'ont comme unique religion que le profit et pour moyen d'y parvenir, l'exploitation.

Les brochures déjà publiées par l'ANC :

- 1/ « Histoire d'une déchéance »
- 2/ « Histoire française du suffrage universel »
- 3/ « Les Communistes et les religions »
- 4/ « PCF fin d'une histoire ou fin d'une dérive »
- 5/ « Migrations pour une approche communiste »
- 6/ « Europe sociale mythe ou possibilité ? »
- 7/ « Non au franc CFA »
- 8/ « Ecologie : pour une approche progressiste »
- 9/ « Les luttes sociales en France »
- 10/ « Tout numérique où va-t-on ? »
- 11/ « Logement quelques repères »
- 12/ « Plus aucun soldat français en Afrique »
- 13/ « Petite histoire du syndicalisme vue de France »
- 14/ « Le Manifeste de l'ANC »
- 15/ « Brochure d'accueil des membres de l'ANC »
- 16/ « L'impérialisme, l'analyser pour mieux le combattre »
- 17/ « Petite histoire du communisme en France »

On peut commander les brochures déjà parues au prix de 5€ l'unité (port compris) en écrivant à l'ANC ou au Cercle Manouchian



L'ANC ça m'intéresse !

A retourner à ANC 6 rue Leibniz 75018 Paris

Je désire **recevoir des informations** de l'ANC et du Cercle Manouchian

NOM :.....

PRENOM :.....

ADRESSE :.....

COURRIEL :.....

- Je m'abonne** aux 4 brochures annuelles de l'ANC, 10€ par an (gratuit pour les adhérent-e-s)
- J'adhère à l'ANC :**
- **Par PAC (prélèvement automatique mensuel).** J'envoie mon RIB et **je signe le présent document autorisant l'ANC à prélever ma cotisation.**
Montant..... Montant conseillé **1% du revenu** net ou à défaut à partir de **12€ par mois** pour un ou une salariée à plein temps, **6€ par mois** pour un ou une salariée à mi-temps. **40€ par an** pour un ou une personne sans emploi.
 - **Par virement à ANC :** IBAN **FR76 1027 8041 01000 2056 6801 84** et je précise sur l'objet à quelle périodicité correspond le versement
 - **Par chèque** que j'envoie à ANC.

Signature